Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1835.

*Exposé des motifs accompagnant le projet de loi présenté par M. le
Ministre des Finances, relatif aux LOS-RENTEN.*

MESSIEURS,

Le syndicat d'amortissement a été autorisé, par l'art. 7 de la loi du 27 décembre 1822 (*Journal officiel*, n° 59), à aliéner les domaines qui lui sont cédés, jusqu'à concurrence d'un revenu net de fl. 1,750,000, de lever des fonds sur ces biens et de les rembourser moyennant le prix de vente.

L'art. 5 de la loi du 5 juin 1824 (*Journal officiel*, n° 38), lui a donné la libre disposition des moyens qui lui étaient alloués, entre autres par ledit art. 7 de la loi précitée du 27 décembre 1822, avec faculté de s'en servir aux fins qu'il jugerait le plus utile, dans l'intérêt de l'État et dans l'esprit de son institution.

Quelques jours après cette loi, c'est-à-dire le 19 juin 1824, la commission permanente du syndicat d'amortissement fit publier le plan d'une négociation de 100 millions de florins, en obligations dites *domein los-renten*, à 2 $\frac{1}{2}$ p. % d'intérêt, sous l'hypothèque des domaines cédés au syndicat d'amortissement et des autres possessions de cet établissement.

L'intérêt de ces obligations ou certificats de rentes remboursables sur les domaines, était payable par semestre, au 1^{er} avril et au 1^{er} octobre, par le syndicat d'amortissement à Amsterdam, et, pour son compte, par les agens du caissier-général de l'État, dans les divers chefs-lieux de province.

D'après l'art. 16 du plan de négociation, ces certificats devaient, ainsi que les intérêts échus, être reçus en tout temps pour leur valeur nominale, en paiement du prix de vente des domaines aliénés, en vertu de la loi du 27 décembre 1822.

Les conditions de la vente de ces domaines ont été fixées par un arrêté du 16 octobre 1824. Elles portent à l'art. 17 : « Que les prix de vente, ainsi que

» les intérêts échus, seront acquittés en certificats de rentes remboursables
 » à charge des domaines, provenant de l'emprunt de 100 millions... Ces certi-
 » ficats seront reçus pour le capital y exprimé, et l'intérêt sera validé à dater
 » du 1^{er} avril ou du 1^{er} octobre de l'année dans laquelle les paiemens auront
 » lieu, jusqu'au jour du paiement.»

Il avait été stipulé par l'art. 17 du plan de négociation, qu'à partir du 1^{er} avril 1830, les porteurs des certificats de l'espèce auraient en outre le droit d'en réclamer, le 1^{er} jour de chaque mois, le remboursement en numéraire à 100 p. %, lequel devait s'effectuer six mois après ladite réclamation, avec bonification des intérêts échus jusqu'au jour du paiement, contre remise des certificats et des coupons.

Les obligations, dites *domein los-renten*, dont le remboursement a été demandé en Belgique, conformément à cette disposition, s'élèvent à la somme de fl. 7,103,500, et les intérêts sur les mêmes obligations n'ont point été payés depuis le 1^{er} octobre 1830 inclusivement.

Cette somme devait être remboursée pour compte du syndicat d'amortissement, aux époques ci-après indiquées.

Au 1 ^{er} octobre 1830.	fl. 1,795,400
» 1 ^{er} novembre »	» 4,202,600
» 1 ^{er} décembre »	» 591,800
» 1 ^{er} janvier 1831.	» 276,200
» 1 ^{er} février »	» 231,000
» 1 ^{er} mars »	» 6,500
	<hr/>
	fl. 7,103,500

Le 28 septembre 1830, la commission permanente du syndicat d'amortissement a annoncé, par un avis publié dans le *Nederlandsche Staats-Courant*, du 30 du même mois : 1^o que, ne pouvant provisoirement satisfaire aux obligations qu'elle s'était imposées par l'art. 17 de la négociation du 19 juin 1824, et en attendant l'époque de l'amortissement des *los-renten*, dont le remboursement avait été et serait encore réclamé, soit à Amsterdam, soit à Bruxelles, les porteurs desdites *los-renten* jouiraient d'une rente de 5 p. % par an, à dater du jour où le remboursement aurait dû s'effectuer ;

2^o Et que ce nonobstant, ces mêmes *los-renten* continueraient à être admises en paiement des domaines vendus en vertu de la loi du 27 décembre 1822, avec bonification de 5 p. % d'intérêt, comme il est dit ci-dessus.

La Belgique s'étant quelque temps après déclarée indépendante, et toute relation ayant cessé entre elle et la Hollande, les intérêts des certificats dont le remboursement avait été demandé à Bruxelles, sont restés en souffrance depuis le 1^{er} octobre 1830 inclusivement. Les porteurs de ces actions ont été obligés de remettre les coupons des échéances postérieures, lors de leur déclaration à fin de remboursement, et se trouvent ainsi dans l'impossibilité d'en recevoir le paiement en Hollande.

Il est à observer, toutefois, qu'une assez grande partie de ces mêmes certi-

ficats a déjà été reçue en paiement des domaines ; mais l'intérêt n'en ayant été validé aux porteurs qu'à $2\frac{1}{2}$ p. $\%$, ceux-ci se sont réservé de faire valoir leurs réclamations à un supplément d'intérêt, conformément à l'avis précité du syndicat d'amortissement, en date du 28 septembre 1830.

D'un autre côté, plusieurs propriétaires de semblables obligations dénoncées à Bruxelles, se sont adressés à la législature, afin d'obtenir que les intérêts leur en soient payés, et ce à raison de 5 p. $\%$.

Je crois superflu de rappeler ici les argumens développés dans les divers rapports qui vous ont été soumis en 1833, par mon département, pour prouver que la Belgique n'est pas tenue au paiement des intérêts, pas plus que du capital des *los-renten*, et que le gouvernement agit largement, et avec la plus scrupuleuse bonne foi, en les admettant en paiement du prix de vente des domaines situés en Belgique.

Cependant les porteurs Belges d'actions, qui, usant de la latitude qui leur avait été précédemment accordée, avaient dénoncé le remboursement à Bruxelles, se trouvant ainsi les seuls privés du paiement des intérêts depuis le 1^{er} octobre 1830, il me paraît équitable de prendre en leur faveur une mesure qui, sans grever le trésor, puisse en quelque sorte les indemniser et leur offrir le moyen de sortir de la position exceptionnelle et défavorable dans laquelle ils se trouvent.

La disposition que je viens soumettre à votre approbation, par le projet de loi ci-joint, dont j'aurai l'honneur de vous donner lecture, me semble propre à atteindre ce but. Elle consiste 1^o à admettre en paiement des domaines les certificats, dits *los-renten*, dénoncés en Belgique jusqu'au 1^{er} octobre 1830, avec bonification de 5 $\%$ d'intérêt à partir du jour où le remboursement aurait dû s'effectuer ; et 2^o à indemniser dans la même proportion, au moyen de bons imputables sur le prix des domaines vendus, les anciens propriétaires des certificats de l'espèce, déjà employés, et dont les intérêts n'ont été admis qu'à $2\frac{1}{2}$ p. $\%$.

Cette disposition, toute d'équité, concilie l'intérêt des porteurs des certificats dont il s'agit, avec les ménagemens qu'exige le trésor public, et j'hésite d'autant moins à vous en proposer l'adoption, qu'elle ne pourra plus tard être méconnue par le syndicat d'amortissement, qui en a lui-même établi la base dans son avis du 28 septembre 1830.

Nous avons vu plus haut qu'aux termes de l'art. 17 des conditions de vente des domaines, les intérêts des *los-renten* ne sont admissibles en paiement qu'à compter de la dernière échéance, c'est-à-dire du 1^{er} avril ou du 1^{er} octobre de l'année dans laquelle le paiement a lieu. S'il est équitable de faire une exception en faveur des porteurs de certificats dénoncés à Bruxelles, qui n'ont pu en recevoir les intérêts, il est de la plus haute importance de ne pas s'écarter du principe établi, qui ne permet pas d'imputer sur le prix des domaines les intérêts d'une obligation dont le capital resterait en circulation.

Il ne peut donc y avoir lieu d'accueillir la demande faite par plusieurs pétitionnaires, à l'effet d'obtenir que les intérêts des *los-renten* dénoncées à

Bruxelles et non amorties jusqu'à ce jour, soient payés par semestre, au moyen de bons imputables séparément sur les domaines; et je crois en conséquence devoir me borner à vous proposer l'admission de ces *los-renten* en paiement, avec bonification de 5 p. % d'intérêt.

Bruxelles, le 2 février 1835.

E. D'HUART.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présens et à venir, salut !

Vu l'art. 7 de la loi du 27 décembre 1822 (*Journal officiel*, n° 59), et l'art. 5 de la loi du 5 juin 1824 (*Journal officiel*, n° 38);

Considérant qu'en vertu de ces lois, il a été ouvert, par le syndicat d'amortissement établi à Amsterdam, une négociation de 100 millions de florins, à 2 $\frac{1}{2}$ p. %, en certificats de rentes remboursables sur les domaines (*domein los-renten*), négociation dont le plan a été publié le 19 juin 1824;

Que l'admission en paiement des domaines vendus, tant du capital nominal de ces certificats, que des intérêts depuis la dernière échéance, a été stipulée par l'art. 16 du plan de négociation, et par l'art. 17 des conditions générales des ventes faites en vertu des deux lois précitées;

Qu'aux termes de l'art. 17 dudit plan de négociation, les porteurs de certificats dits *domein los-renten* avaient le droit d'en réclamer le remboursement à 100 p. %;

Que cependant, par un avis du 28 septembre 1830, la commission permanente du syndicat d'amortissement a annoncé que, ne pouvant satisfaire pour le moment aux obligations imposées par ce dernier article, elle paierait aux porteurs des certificats dénoncés pour être remboursés, une rente de 5 p. % par an, à partir du jour où le remboursement aurait dû s'effectuer, et que lesdits certificats continueraient à être admis en paiement de domaines, et ce avec bonification de 5 p. % d'intérêt, comme il est dit ci-dessus;

Considérant que l'intérêt des certificats dont le remboursement a été demandé en Belgique, n'a point été payé par le syndicat d'amortissement depuis le 1^{er} octobre 1830;

Voulant prendre des mesures propres à concilier l'intérêt des porteurs de semblables certificats, avec celui du trésor public; mais faisant toutefois réserve expresse que ces me-

sures ne pourront en aucun cas être invoquées comme titre ou précédent à l'appui de toute espèce de réclamations qui seraient faites par la suite, à l'égard de *los-renten*, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent;

Sur la proposition de notre ministre des finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre ministre des finances est chargé de présenter aux chambres, en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les certificats de rentes remboursables sur les domaines (*domein los-renten*), dénoncés à Bruxelles, avant le 1^{er} octobre 1830, au caissier-général de l'État, pour être remboursés conformément à l'art. 17 du plan de négociation du 19 juin 1824, seront admis en paiement des domaines vendus par le syndicat d'amortissement, avec bonification de 5 p. % d'intérêt à partir du jour où le remboursement aurait dû s'effectuer, et ce contre la remise du bulletin de déclaration à fin de remboursement.

ART. 2.

Pour les certificats dénoncés comme ci-dessus, dont le capital ainsi que les intérêts à 2 $\frac{1}{2}$ p. % ont déjà été admis et imputés en Belgique sur le prix des domaines vendus, il sera bonifié aux ayant-droit un supplément d'intérêt de 2 $\frac{1}{2}$ p. % par an, à compter du jour qui avait été fixé pour le remboursement jusqu'au jour de l'admission desdits certificats.

Cette bonification aura lieu au moyen de bons à délivrer par le département des finances, et admissibles, comme les certificats, en paiement du principal et des intérêts du prix de vente des domaines.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1835.

LÉOPOLD.

Par le Roi,

Le Ministre des Finances,

E. D'HUART.